



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Ministère du travail, de l'emploi, et de la santé

DELEGATION GENERALE A L'EMPLOI
ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE
SOUS-DIRECTION DE L'INGENIERIE, DE L'ACCES
ET DU RETOUR A L'EMPLOI
7 SQUARE MAX HYMANS
75741 PARIS CEDEX 15

Mission Insertion Professionnelle

Affaire suivie par : MIP
Mél : mip.dgefp@emploi.gouv.fr
Téléphone : 01 43 19 28 31
Télécopie : 01 43 19 28 05
www.minefi.gouv.fr
www.travail.gouv.fr

Paris, le 21 septembre 2011

Le Délégué général à l'emploi
et à la formation professionnelle

à

Madame et Messieurs, les Préfets de région,

Mesdames et Messieurs les Directeurs régionaux des
entreprises, de la concurrence, de la consommation, du
travail et de l'emploi (DIRECCTE),

Messieurs les Directeurs des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi (DIECCTE),
des départements et collectivités d'outre-mer,

Mesdames et Messieurs les Préfets de département,

Copie :

Monsieur le directeur général de Pôle emploi
Monsieur le président du CNML
Monsieur le directeur général de l'ASP

**Instruction DGEFP n°2011-22 du 21/09/2011 relative à la notification des enveloppes
complémentaire dans le cadre de la rallonge de 20 000 CAE**

IP/2011/09/9466

N°NOR : ETSD1125706J

Référence :

Circulaire DGEFP n°2011-19 du 30 juin 2011 relative à la programmation des contrats aidés au 2eme semestre

Instruction DGEFP n°2011-21 du 5 septembre 2011 relative à l'enveloppe complémentaire de 20 000 CAE

Dans la continuité de l'instruction DGEFP n°2011-21 du 5 septembre 2011 qui prévoyait de programmer une enveloppe supplémentaire de 20 000 CAE, cette instruction a pour objet de vous notifier les enveloppes régionales complémentaires.

Ainsi, vous trouverez en annexe 1 les enveloppes complémentaires régionales de CAE ainsi que les enveloppes annuelles reconstituées.

Comme prévu, l'enveloppe supplémentaire a été répartie entre les régions en fonction des capacités de prescription que vous nous avez fait remonter, y compris le contingent Education Nationale (annexe 2).

Je vous rappelle que pour l'ensemble des contrats prescrits jusqu'à la fin de l'année, y compris ces contrats supplémentaires, **les paramètres de prise en charge doivent continuer à respecter les critères moyens de la JPE**, soit un taux moyen de prise en charge de 70% hors ACI (78,5% tous CAE), une durée hebdomadaire moyenne de 21,9 heures et une durée de 8,54 mois.

Je vous rappelle que vous devez impérativement respecter votre enveloppe financière en AE et en CP. Concernant les CP, vous trouverez en annexe 3, des éléments permettant d'expliquer les niveaux élevés de consommation de votre enveloppe financière en CP.

Je vous rappelle également que, pour assurer l'atteinte de ces objectifs quantitatifs ambitieux, vous devez notamment continuer à veiller à la réalité de la mobilisation des conseils généraux pour atteindre les engagements fixés dans le cadre des CAOM et de renégocier le cas échéant avec les conseils généraux. Vous trouverez en annexes 4 et 5, le tableau de suivi des réalisations des contrats cofinancés au 19 septembre.

Je vous demande de me transmettre dans les meilleurs délais les répartitions départementales de ces enveloppes régionales, afin qu'elles soient intégrées dans l'Extranet CUI dès que possible.

Mes services restent à votre disposition pour toute information complémentaire.

Bertrand MARTINOT

Délégué général à l'emploi
et à la formation professionnelle

Annexe 1

**REPARTITION DE L'ENVELOPPE SUPPLEMENTAIRE DE
CONTRATS AIDES DU SECTEUR NON MARCHAND
(CUI-CAE) 2011**

ENVELOPPE SUPPLEMENTAIRE 2011			
	NOMBRE DE CONVENTIONS	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS	CREDITS DE PAIEMENTS
ALSACE	200	1 154 213	254 795
AQUITAINE	900	5 193 960	1 146 576
AUVERGNE	1 300	7 502 387	1 656 165
BASSE-NORMANDIE	0	0	0
BOURGOGNE	700	4 039 747	891 781
BRETAGNE	850	4 905 407	1 082 877
CENTRE	280	1 615 899	356 712
CHAMPAGNE-ARDENNE	200	1 154 213	254 795
CORSE	0	0	0
FRANCHE-COMTE	0	0	0
HAUTE-NORMANDIE	400	2 308 427	509 589
ILE-DE-FRANCE	2 790	16 101 277	3 554 385
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 000	5 771 067	1 273 973
LIMOUSIN	150	865 660	191 096
LORRAINE	600	3 462 640	764 384
MIDI-PYRENEES	1 000	5 771 067	1 273 973
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 900	16 736 094	3 694 522
PAYS DE LA LOIRE	700	4 039 747	891 781
PICARDIE	1 500	8 656 601	1 910 960
POITOU-CHARENTES	480	2 770 112	611 507
PR. ALPES CA	1 400	8 079 494	1 783 562
RHONE-ALPES	0	0	0
TOTAL FRANCE METROPOLE	17 350	100 128 013	22 103 434
GUADELOUPE	900	5 193 960	1 146 576
GUYANE	150	865 660	191 096
MARTINIQUE	800	4 616 854	1 019 179
REUNION	800	4 616 854	1 019 179
TOTAL DOM	2 650	15 293 328	3 378 029
TOTAL FRANCE ENTIERE	20 000	115 421 340	25 479 463

Calcul des enveloppes financières

Enveloppes financières en AE = coût total pluriannuel des conventions à compter du 1er octobre 2011

Enveloppes financières en CP = coût annuel 2011 des conventions à compter du 1er octobre 2011

Direction générale
de l'enseignement
scolaire

Service
du budget, de la
performance et des
établissements

Sous-direction
de la gestion
des programmes
budgétaires

Bureau
du programme
"Vie de l'élève"

DGESCO B1-3
n° 11- **0626**

Affaire suivie par
Francis Letki
Téléphone
01 55 55 12 61
Télécopie
01 55 55 39 11
Courriel
francis.letki
@education.gouv.fr

Direction des affaires
financières

Sous-direction
du budget de la mission
« enseignement scolaire »

Bureau du budget
de la mission
« enseignement scolaire »

Affaire suivie par
Dominique Pachot
Téléphone
01 55 55 33 20
Télécopie
01 55 55 27 44
Courriel
dominique.pachot
@education.gouv.fr

110 rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

Paris le **19 SEP. 2011**

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse
et de la vie associative

à

Mesdames et Messieurs les recteurs d'académies

Objet : Contingent complémentaire de contrats aidés

Le Président de la République a annoncé le 2 septembre, que le nombre de contrats aidés pour les chômeurs de longue durée sera augmenté de 20 000 d'ici à la fin de l'année pour favoriser le retour des chômeurs sur le marché du travail, notamment pour les plus de 50 ans.

Dans ce cadre, le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative bénéficie de 4 000 nouveaux contrats aidés destinés plus particulièrement à l'assistance administrative aux directeurs d'école.

Avec cette mesure, un contingent global de 41 000 contrats aidés sera disponible à partir du mois d'octobre, dont 28 000 pour l'accompagnement des élèves handicapés et 13 000 pour les autres missions.

En conséquence, vous êtes à nouveau autorisés à procéder à des recrutements ou des renouvellements de contrats aidés, prioritairement pour l'assistance administrative aux directeurs d'école sous réserve du respect de l'enveloppe globale qui vous est attribuée et qui constitue un plafond. Ces nouveaux contrats ou renouvellements de contrats arrivant à échéance devront être conclus avant le 31 décembre 2011, pour une durée de 8 mois.

Vous trouverez ci-joint un tableau récapitulatif du contingent de contrats aidés alloués à votre académie pour l'accompagnement des élèves handicapés et pour les autres missions.

Pour le Ministre de l'Éducation nationale,
de la Jeunesse et de la Vie associative,
et par délégation,
Le Directeur des Affaires Financières,

Frédéric GUIN

Pour le ministre et par délégation
Le directeur général de l'enseignement scolaire

Jean-Michel BLANQUER

Programme 230 - Vie de l'élève

Ajustement des contingents de contrats aidés (septembre 2011)

	Contingent autorisé au 01/10/2011											
	Contingent d'EVS du 01/09/2011 notifié au 31/03/2011	Contingent AV/Si du 01/09 notifié le 04/07/2011	Contingent Outre-mer notifié le 04/07/2011	Répartition des AADE au 01/09/2011 (validée mais non notifiée)	Contrats en cours au 05/09 (AADE, autres fonctions)	Répartition des 4 000 CAE supplémentaires	Nouveau contingent AADE (et autres fonctions)	Impact sur les académies + création - suppression	Accompagnement des élèves handicapés (rappel notification du 4 juillet)	Assistance administrative aux directeurs d'écoles et autres fonctions	Contingent outre-mer	TOTAL
Aix-Marseille	2 441	1 309	0	429	387	173	602	215	1 309	602		1 911
Amiens	1 561	1 180	0	197	305	95	292-13		1 180	292		1 472
Besançon	932	459	0	238	253	104	342	89	459	342		801
Bordeaux	2 374	1 234	0	721	538	216	937	398	1 234	937		2 171
Caen	957	629	0	117	63	59	176	113	629	176		805
Clermont-Ferrand	680	383	0	60	104	54	114	10	383	114		497
Corse	210	66	0	79	136	32	111-25		66	111		177
Créteil	2 850	1 535	0	1 014	1 111	240	1 254	143	1 535	1 254		2 788
Dijon	1 562	621	0	318	382	137	455	93	621	455		1 076
Grenoble	1 968	1 384	0	152	194	129	281	87	1 384	281		1 666
Guadeloupe	686	213	310	115	351	47	472	111	213	162	310	686
Guyane	602	191	241	34	310	13	288-22		191	47	241	479
Lille	4 722	2 398	0	756	1 632	441	1 197-435		2 398	1 197		3 595
Limoges	677	284	0	197	130	52	249	119	284	249		633
Lyon	1 899	1 377	0	93	156	105	198	42	1 377	198		1 575
Martinique	508	131	297	80	324	44	421	97	131	124	297	552
Montpellier	2 153	1 231	0	236	709	195	431-278		1 231	431		1 662
Nancy-Metz	2 193	1 337	0	38	98	96	134	36	1 337	134		1 471
Nantes	2 241	1 335	0	437	383	171	608	225	1 335	608		1 943
Nice	1 311	671	0	295	239	78	373	134	671	373		1 044
Orléans-Tours	1 611	795	0	484	505	175	659	154	795	659		1 454
Paris	700	664	0	25	211	5	30-181		664	30		694
Poitiers	1 688	621	0	30	240	108	138-102		621	138		859
Reims	1 132	585	0	305	281	105	410	129	585	410		995
Remes	1 914	1 595	0	139	40	85	224	184	1 595	224		1 819
Réunion	856	368	107	155	553	342	604	51	368	208	396	972
Rouen	1 569	1 725	0	9	487	164	173-314		1 725	173		1 898
Strasbourg	583	235	0	91	131	59	150	16	235	150		385
Toulouse	2 118	1 314	0	260	445	129	389-56		1 314	389		1 703
Versailles	3 197	1 951	0	812	1 426	347	1 159-267		1 951	1 159		3 120
Total	48 287	28 031	955	7 916	12 114	4 000	12 871	757	28 031	11 627	1 244	40 902

Répartition des 4 000 CAE en fonction des contrats en cours au 05/09 et du nombre d'écoles à 1/2 de décharge avec un correctif pour La Réunion (son contingent outre-mer passe de 107 à 396)

Annexe 3 – Suivi des enveloppes financières en crédits de paiement

Lors de l'audioconférence du 6 septembre dernier, vous avez manifesté votre inquiétude quant au niveau de consommation de vos enveloppes de crédits de paiement (CP) au titre des CAE, et exprimé le besoin de pouvoir avoir, comme vous l'avez chaque semaine sur les autorisations d'engagement (AE), une clé de lecture des CP qui vous permette d'identifier un niveau de consommation anormal.

Sur le premier point, il est important de rappeler les règles qui participent à l'allocation des enveloppes relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement.

Les autorisations d'engagement sont mobilisées dans leur totalité dès la signature du contrat et portent sur la durée totale de la convention signée (coût complet). Les crédits de paiement correspondent au coût sur l'année du contrat. Plus nous avançons dans l'année, plus les crédits de paiement sont donc faibles par rapport aux autorisations d'engagement.

Les enveloppes de CP pour le second semestre ont été calibrées en ne retenant que le coût 2011 des contrats, selon une hypothèse de cadencement linéaire et une durée conforme à la justification au premier euro (JPE). Pour un même volume de contrats, si les prescriptions sont concentrées à la fin du semestre, le montant en CP sera plus faible que prévu pour un montant d'AE inchangé. De même, pour un même volume de contrats, si les durées sont plus courtes que la JPE, le montant en CP sera réduit par rapport au montant prévu mais cette réduction est moindre que pour le montant en AE.

Sur le deuxième point, comme le DGEFP s'y est engagé, vous trouverez désormais les tableaux de suivi hebdomadaires enrichis d'une analyse sur les crédits de paiements qui inclut un tableau de synthèse et deux graphiques :

- l'un positionne les régions en fonction des écarts sur les prescriptions et sur les CP ;
- l'autre positionne les régions en fonction des écarts sur les autorisations d'engagement et sur les crédits de paiement.

La situation au 19 septembre au regard du niveau de consommation à la fois des autorisations d'engagement et des crédits de paiement est satisfaisante.

Toutefois, comme vous le constaterez à la lecture des tableaux de synthèse et des graphiques associés, la marge de manœuvre est moindre sur les CP que sur les AE, et deux régions sont d'ores et déjà en dépassement sur les CP.

Ce constat induit qu'à ce stade de l'année, votre pilotage financier doit se porter en priorité sur votre enveloppe de CP.

Annexe 4 - Suivi des CAE cofinancés prescrits par les conseils généraux en 2011

semaine 37

Dépt / Régions	Nombre de BRSA socle seul dans le département (données CAF+CCMSA au 30/09/2010)	Engagements CAOM		Engagements totaux hors contrats pris en charge Intégralement CG	Bilan de consommation des CAE sur la base des conventions prescrites au 19 septembre			
		Nombre de CAE	En % du nb de BRSA socle seul		Nombre de CAE cofinancés par le CG	Taux de prescription par rapport aux engagements CAOM	Taux de prescription par rapport à l'objectif attendu en fin de semaine	
								(1)
Bas Rhin	67	19 010	1 530	8,0%	1 530	718	46,9%	66,0%
Haut Rhin	68	12 307	1 400	11,4%	1 200	808	57,7%	81,1%
ALSACE		31 317	2 930	9,4%	2 730	1 526	52,1%	73,2%
Dordogne	24	5 969	250	4,2%	250	204	81,6%	114,7%
Gironde	33	25 052	700	2,8%	700	695	99,3%	139,5%
Landes	40	5 181	216	4,2%	216	-	0,0%	0,0%
Lot et Garonne	47	6 053	420	6,9%	420	134	31,9%	44,8%
Pyrénées Atlantiques	64	9 487	620	6,5%	620	630	101,6%	142,8%
AQUITAINE		51 742	2 206	4,3%	2 206	1 663	75,4%	105,9%
Allier	3	6 320	390	6,2%	390	231	59,2%	83,2%
Cantal	15	1 244	339	27,3%	339	141	41,6%	58,5%
Haute Loire	43	1 971	270	13,7%	270	187	69,3%	97,3%
Puy de Dôme	63	10 044	498	5,0%	498	192	38,6%	54,2%
AUVERGNE		19 579	1 497	7,6%	1 497	751	50,2%	70,5%
Calvados	14	10 183	1 000	9,8%	1 000	454	45,4%	63,8%
Manche	50	5 179	600	11,6%	600	500	83,3%	117,1%
Orne	61	4 853	580	12,0%	580	308	53,1%	74,6%
BASSE NORMANDIE		20 215	2 180	10,8%	2 180	1 262	57,9%	81,4%
Côte d'Or	21	6 235	450	7,2%	450	287	63,8%	89,6%
Nièvre	58	4 066	400	9,8%	400	235	58,8%	82,6%
Saône et Loire	71	6 946	650	9,4%	650	638	98,2%	137,9%
Yonne	89	5 942	450	7,6%	450	232	51,6%	72,5%
BOURGOGNE		23 189	1 950	8,4%	1 950	1 392	71,4%	100,3%
Cotes d'Armor	22	6 629	902	13,6%	902	558	61,9%	86,9%
Finistère	29	11 412	800	7,0%	800	441	55,1%	77,5%
Ile et Villaine	35	9 835	1 000	10,2%	1 000	847	84,7%	119,0%
Morbihan	56	8 648	1 100	12,7%	1 100	671	61,0%	85,7%
BRETAGNE		36 524	3 802	10,4%	3 802	2 517	66,2%	93,0%
Cher	18	6 599	720	10,9%	720	361	50,1%	70,5%
Eure et Loir	28	5 791	350	6,0%	350	250	71,4%	100,4%
Indre	36	3 066	220	7,2%	220	126	57,3%	80,5%
Indre et Loire	37	8 616	510	5,9%	510	394	77,3%	108,6%
Loir et Cher	41	4 643	320	6,9%	320	173	54,1%	78,0%
Loiret	45	8 928	850	9,5%	850	363	42,7%	60,0%
CENTRE		37 643	2 970	7,9%	2 970	1 667	56,1%	78,9%
Ardennes	8	8 029	800	10,0%	800	474	59,3%	83,3%
Aube	10	6 550	820	12,5%	820	738	90,0%	126,5%
Marne	51	8 028	700	8,7%	700	439	62,7%	88,1%
Haute Marne	52	3 047	350	11,5%	350	214	61,1%	85,9%
CHAMPAGNE ARDENNE		25 654	2 670	10,4%	2 670	1 665	69,9%	98,2%
Corse du sud	02A	1 891	190	10,0%	190	138	72,6%	102,1%
Haute corse	02B	2 696	230	8,5%	230	70	30,4%	42,8%
CORSE		4 587	420	9,2%	420	208	49,5%	69,6%
Doubs	25	8 372	500	6,0%	500	229	45,8%	64,4%
Jura	39	3 161	700	22,1%	700	431	61,6%	86,5%
Haute Saône	70	3 167	330	10,4%	330	210	63,6%	89,4%
Terr. Belfort	90	2 722	350	12,9%	350	195	55,7%	78,3%
FRANCHE COMTE		17 422	1 880	10,8%	1 880	1 065	56,6%	79,6%
Eure	27	8 784	610	6,9%	610	521	85,4%	120,0%
Seine Maritime	76	26 905	2 690	10,0%	2 690	1 834	68,2%	95,8%
HAUTE NORMANDIE		35 689	3 300	9,2%	3 300	2 355	71,4%	100,3%
Paris	75	51 617	3 000	5,8%	3 000	1 293	43,1%	60,6%
Seine et Marne	77	17 920	950	5,3%	950	553	58,2%	81,8%
Yvelines	78	20 987	800	3,8%	800	311	38,9%	54,6%
Essonne	91	29 669	300	1,0%	300	224	74,7%	104,9%
Hauts de Seine	92	23 761	1 080	4,5%	1 080	103	9,5%	13,4%
Seine St Denis	93	56 177	250	0,4%	250	6	2,4%	3,4%
Val de Marne	94	16 080	-	0,0%	-	-	-	-
Val d'Oise	95	15 549	1 000	6,4%	1 000	396	39,6%	55,7%
ILE DE FRANCE		231 760	7 380	3,2%	7 380	2 887	39,1%	55,0%
Aude	11	11 354	485	4,3%	485	289	59,6%	83,7%
Gard	30	21 860	450	2,1%	450	393	87,3%	122,7%
Hérault	34	29 383	700	2,4%	700	662	94,6%	132,9%
Lozère	48	673	70	10,4%	70	37	52,9%	74,3%
Pyrénées Orientales	66	15 558	700	4,5%	700	495	70,7%	99,4%
LANGUEDOC ROUSSILLON		78 828	2 405	3,1%	2 405	1 876	78,0%	109,6%
Corrèze	19	2 236	525	23,5%	525	242	46,1%	64,8%
Creuse	23	1 775	218	12,3%	218	109	50,0%	70,3%

Dépt / Régions		Nombre de BRSA socle seul dans le département (données CAF+CCMSA au 30/09/2010)	Engagements CAOM		Engagements totaux hors- contrats pris en charge intégralement CG	Bilan de consommation des CAE sur la base des conventions prescrites au 19 septembre		
			Nombre de CAE	En % du nb de BRSA socle seul		Nombre de CAE cofinancés par le CG	Taux de prescription par rapport aux engagements CAOM	Taux de prescription par rapport à l'objectif attendu en fin de semaine
Haute vienne	87	6 554	400	6,1%	400	126	31,5%	44,3%
LIMOUSIN		10 565	1 143	10,8%	1 143	477	41,7%	58,7%
Meurthe et Moselle	54	15 633	1 000	6,4%	1 000	215	21,5%	30,2%
Meuse	55	3 798	240	6,3%	240	128	53,3%	75,0%
Moselle	57	18 696	1 675	9,0%	1 610	653	39,0%	54,8%
Vosges	88	6 821	363	5,3%	363	249	68,8%	96,4%
LORRAINE		44 948	3 278	7,3%	3 278	1 245	38,0%	53,4%
Ariège	9	3 756	275	7,3%	275	179	65,1%	91,5%
Aveyron	12	2 397	240	10,0%	240	185	77,1%	108,3%
Haute Garonne	31	22 775	400	1,8%	400	269	67,3%	94,5%
Gers	32	2 174	180	8,3%	180	111	61,7%	86,7%
Lot	46	2 199	200	9,1%	200	116	58,0%	81,5%
Hautes Pyrénées	65	3 380	338	10,0%	338	199	58,9%	82,7%
Tarn	81	6 792	200	2,9%	200	118	59,0%	82,9%
Tarn et Garonne	82	4 577	289	6,3%	289	241	83,4%	117,2%
MIDI PYRENEES		48 050	2 122	4,4%	2 122	1 418	66,8%	93,9%
Pas de Calais	62	43 877	3 500	8,0%	3 500	3 127	89,3%	125,6%
Nord	59	84 036	1 950	2,3%	1 950	1 000	51,3%	72,1%
NORD PAS DE CALAIS		127 913	5 450	4,3%	5 450	4 127	75,7%	106,4%
Loire Atlantique	44	17 666	3 250	18,4%	3 050	2 085	64,2%	90,2%
Maine et Loire	49	10 821	1 266	11,7%	1 266	739	58,4%	82,0%
Mayenne	53	2 701	500	18,5%	500	225	45,0%	63,2%
Sarthe	72	8 150	1 000	12,3%	1 000	647	64,7%	90,9%
Vendée	85	5 282	540	10,2%	540	339	62,8%	88,2%
PAYS DE LA LOIRE		44 620	6 556	14,7%	6 356	4 035	61,5%	86,5%
Aisne	2	11 271	432	3,8%	432	41	9,5%	13,3%
Oise	60	13 061	985	7,5%	985	274	27,8%	39,1%
Somme	80	12 142	700	5,8%	700	726	103,7%	145,8%
PICARDIE		36 474	2 117	5,8%	2 117	1 041	49,2%	69,1%
Charente	16	6 748	970	14,4%	970	692	71,3%	100,3%
Charente maritime	17	11 400	2 000	17,5%	2 000	1 365	68,3%	95,9%
Deux Sèvres	79	4 147	452	10,9%	452	334	73,9%	103,9%
Vienne	86	8 354	853	10,2%	853	567	66,5%	93,4%
POITOU CHARENTES		30 649	4 275	13,9%	4 275	2 958	69,2%	97,2%
Alpes de Haute provence	4	2 296	230	10,0%	230	103	44,8%	62,9%
Hautes Alpes	5	1 558	220	14,1%	220	170	77,3%	108,6%
Alpes maritimes	6	17 189	1 000	5,8%	1 000	676	67,6%	95,0%
Bouches du Rhône	13	61 388	6 200	10,1%	6 200	4 167	67,2%	94,5%
Var	83	19 254	1 800	9,3%	1 800	1 427	79,3%	111,4%
Vaucluse	84	11 990	430	3,6%	430	336	78,1%	109,8%
PACA		113 675	9 880	8,7%	9 880	6 879	69,6%	97,9%
Ain	1	5 248	565	10,8%	565	347	61,4%	86,3%
Ardèche	7	4 068	492	12,1%	492	344	69,9%	98,3%
Drôme	26	8 090	450	5,6%	450	417	92,7%	130,2%
Isère	38	15 573	1 200	7,7%	1 200	577	48,1%	67,6%
Loire	42	10 150	800	7,9%	800	382	47,8%	67,1%
Rhône	69	28 312	2 400	8,5%	2 400	1 089	45,4%	63,8%
Savoie	73	3 564	280	7,9%	280	149	53,2%	74,8%
Haute Savoie	74	5 487	669	12,2%	669	429	64,1%	90,1%
RHONE ALPES		80 492	6 856	8,5%	6 856	3 734	54,5%	76,5%
FRANCE METROPOLE		1 151 535	77 267	6,7%	76 835	45 944	60,8%	85,4%
GUADELOUPE	971	31 298	500	1,6%	450	13	2,6%	3,7%
GUYANE	973	10 978	600	5,5%	600	183	30,5%	42,9%
REUNION	974	68 717	10 500	15,7%	10 500	5 058	48,2%	67,7%
MARTINIQUE	972	29 618	439	1,5%	439	-	0,0%	0,0%
TOTAL DOM		138 611	12 039	8,7%	11 989	5 254	43,8%	61,3%
TOTAL FRANCE ENTIERE		1 290 146	89 306	6,9%	88 824	52 202	58,5%	82,2%

Annexe 5 - Suivi des CIE cofinancés prescrits par les conseils généraux en 2011

semaine 37

Dépt / Régions		Nombre de BRSA socle seul dans le département (données CAF+CCMSA au 30/09/2010)	Engagements CAOM		Engagements totaux hors contrats pris en charge Intégralement CG	Bilan de consommation des CIE basé sur les conventions prescrites au 19 septembre		
			Nombre de CIE	En % du nb de BRSA socle seul		Nombre de CIE cofinancés par le CG	Taux de prescription par rapport aux engagements CAOM	Taux de prescription par rapport à l'objectif attendu en fin de semaine
Bas Rhin	67	19 010	425	2,2%	425	195	45,9%	64,5%
Haut Rhin	68	12 307	360	2,9%	360	89	24,7%	34,7%
ALSACE		31 317	785	2,5%	785	284	36,2%	50,8%
Dordogne	24	5 969	80	1,3%	80	13	16,3%	22,8%
Gironde	33	25 052	100	0,4%	100	62	62,0%	87,1%
Landes	40	5 181	-	0,0%	-	-	-	-
Lot et Garonne	47	6 053	70	1,2%	70	13	18,6%	26,1%
Pyrénées Atlantiques	64	9 487	150	1,6%	120	47	31,3%	44,0%
AQUITAINE		51 742	400	0,8%	370	135	33,8%	47,4%
Allier	3	6 320	120	1,9%	120	34	28,3%	39,8%
Cantal	15	1 244	50	4,0%	50	20	40,0%	56,2%
Haute Loire	43	1 971	30	1,5%	30	2	6,7%	9,4%
Puy de Dôme	63	10 044	80	0,8%	80	5	6,3%	8,8%
AUVERGNE		19 579	280	1,4%	280	61	21,8%	30,6%
Calvados	14	10 183	100	1,0%	100	60	60,0%	84,3%
Manche	50	5 179	60	1,2%	60	26	43,3%	60,9%
Orne	61	4 853	120	2,5%	120	17	14,2%	19,9%
BASSE NORMANDIE		20 215	280	1,4%	280	103	36,8%	51,7%
Côte d'Or	21	6 235	230	3,7%	230	38	16,5%	23,2%
Nièvre	58	4 066	20	0,5%	20	9	45,0%	63,2%
Saône et Loire	71	6 946	150	2,2%	150	75	50,0%	70,3%
Yonne	89	5 942	105	1,8%	105	19	18,1%	25,4%
BOURGOGNE		23 189	505	2,2%	505	141	27,9%	39,2%
Cotes d'Armor	22	6 629	160	2,4%	160	22	13,8%	19,3%
Finistère	29	11 412	100	0,9%	100	15	15,0%	21,1%
Ile et Villaine	35	9 835	210	2,1%	210	70	33,3%	46,8%
Morbihan	56	8 648	200	2,3%	150	63	31,5%	44,3%
BRETAGNE		36 524	670	1,8%	620	170	25,4%	35,7%
Cher	18	6 599	66	1,0%	66	23	34,8%	49,0%
Eure et Loir	28	5 791	18	0,3%	18	17	94,4%	132,7%
Indre	36	3 066	30	1,0%	30	1	3,3%	4,7%
Indre et Loire	37	8 616	90	1,0%	90	26	28,9%	40,6%
Loir et Cher	41	4 643	50	1,1%	50	1	2,0%	2,8%
Loiret	45	8 928	125	1,4%	125	44	35,2%	49,5%
GENTRE		37 643	379	1,0%	379	112	29,6%	41,5%
Ardennes	8	8 029	100	1,2%	100	43	43,0%	60,4%
Aube	10	6 550	40	0,6%	40	26	65,0%	91,4%
Marne	51	8 028	40	0,5%	40	4	10,0%	14,1%
Haute Marne	52	3 047	15	0,5%	15	7	46,7%	65,6%
CHAMPAGNE ARDENNE		25 654	195	0,8%	195	80	41,0%	57,7%
Corse du sud	02A	1 891	50	2,6%	50	24	48,0%	67,5%
Haute corse	02B	2 696	27	1,0%	27	10	37,0%	52,1%
CORSE		4 587	77	1,7%	77	34	44,2%	62,1%
Doubs	25	8 372	90	1,1%	90	32	35,6%	50,0%
Jura	39	3 161	70	2,2%	70	31	44,3%	62,2%
Haute Saône	70	3 167	10	0,3%	10	-	0,0%	0,0%
Terr. Belfort	90	2 722	130	4,8%	130	29	22,3%	31,4%
FRANCHE COMTE		17 422	300	1,7%	300	92	30,7%	43,1%
Eure	27	8 784	80	0,9%	80	20	25,0%	35,1%
Seine Maritime	76	26 905	269	1,0%	269	30	11,2%	15,7%
HAUTE NORMANDIE		35 689	349	1,0%	349	50	14,3%	20,1%
Paris	75	51 617	300	0,6%	300	48	16,0%	22,5%
Seine et Marne	77	17 920	50	0,3%	50	17	34,0%	47,8%
Yvelines	78	20 987	400	1,9%	400	60	15,0%	21,1%
Essonne	91	29 669	50	0,2%	50	10	20,0%	28,1%
Hauts de Seine	92	23 761	100	0,4%	100	5	5,0%	7,0%
Seine St Denis	93	56 177	250	0,4%	250	-	0,0%	0,0%

		(1)	(2)	(2)/(1)	(2bis)	(3)	(3)/(2bis)	
Val de Marne	94	16 080	-	0,0%	-	-		
Val d'Oise	95	15 549	-	0,0%	-	27		
ILE DE FRANCE		231 760	1 150	0,5%	1 150	167	14,5%	20,4%
Aude	11	11 354	50	0,4%	50	9	18,0%	25,3%
Gard	30	21 860	200	0,9%	200	47	23,5%	33,0%
Hérault	34	29 383	400	1,4%	275	77	19,3%	27,1%
Lozère	48	673	20	3,0%	20	9	45,0%	63,2%
Pyrénées Orientales	66	15 558	150	1,0%	150	36	24,0%	33,7%
LANGUEDOC ROUSSILLON		78 828	820	1,0%	695	178	21,7%	30,5%
Corrèze	19	2 236	-	0,0%	-	-		
Creuse	23	1 775	13	0,7%	13	5	38,5%	54,1%
Haute vienne	87	6 554	60	0,9%	60	3	5,0%	7,0%
LIMOUSIN		10 565	73	0,7%	73	8	11,0%	15,4%
Meurthe et Moselle	54	15 633	300	1,9%	300	19	6,3%	8,9%
Meuse	55	3 798	30	0,8%	30	6	20,0%	28,1%
Moselle	57	18 696	220	1,2%	220	25	11,4%	16,0%
Vosges	88	6 821	-	0,0%	-	-		
LORRAINE		44 948	550	1,2%	550	50	9,1%	12,8%
Ariège	9	3 756	40	1,1%	40	19	47,5%	66,8%
Aveyron	12	2 397	70	2,9%	24	31	44,3%	62,2%
Haute Garonne	31	22 775	100	0,4%	100	35	35,0%	49,2%
Gers	32	2 174	-	0,0%	-	-		
Lot	46	2 199	70	3,2%	70	19	27,1%	38,1%
Hautes Pyrénées	65	3 380	65	1,9%	65	12	18,5%	25,9%
Tarn	81	6 792	70	1,0%	70	4	5,7%	8,0%
Tarn et Garonne	82	4 577	41	0,9%	41	36	87,8%	123,4%
MIDI PYRENEES		48 050	456	0,9%	410	156	34,2%	48,1%
Pas de Calais	62	43 877	-	0,0%	-	-		
Nord	59	84 036	-	0,0%	-	-		
NORD PAS DE CALAIS		127 913	-	0,0%	-	-	-	-
Loire Atlantique	44	17 666	480	2,7%	330	140	29,2%	41,0%
Maine et Loire	49	10 821	100	0,9%	100	49	49,0%	68,9%
Mayenne	53	2 701	51	1,9%	51	23	45,1%	63,4%
Sarthe	72	8 150	150	1,8%	150	78	52,0%	73,1%
Vendée	85	5 282	54	1,0%	54	19	35,2%	49,4%
PAYS DE LA LOIRE		44 620	835	1,9%	685	309	37,0%	52,0%
Aisne	2	11 271	-	0,0%	-	-		
Oise	60	13 061	-	0,0%	-	-		
Somme	80	12 142	-	0,0%	-	-		
PICARDIE		36 474	-	0,0%	-	-	-	-
Charente	16	6 748	65	1,0%	65	24	36,9%	51,9%
Charente maritime	17	11 400	500	4,4%	500	198	39,6%	55,7%
Deux Sèvres	79	4 147	70	1,7%	70	36	51,4%	72,3%
Vienne	86	8 354	120	1,4%	120	43	35,8%	50,4%
POITOU CHARENTES		30 649	755	2,5%	755	301	39,9%	56,0%
Alpes de Haute provence	4	2 296	24	1,0%	24	5	20,8%	29,3%
Hautes Alpes	5	1 558	20	1,3%	20	15	75,0%	105,4%
Alpes maritimes	6	17 189	800	4,7%	800	92	11,5%	16,2%
Bouches du Rhône	13	61 388	700	1,1%	700	418	59,7%	83,9%
Var	83	19 254	800	4,2%	800	263	32,9%	46,2%
Vaucluse	84	11 990	100	0,8%	100	12	12,0%	16,9%
PACA		113 675	2 444	2,1%	2 444	805	32,9%	46,3%
Ain	1	5 248	70	1,3%	70	15	21,4%	30,1%
Ardèche	7	4 068	70	1,7%	70	5	7,1%	10,0%
Drôme	26	8 090	80	1,0%	50	4	5,0%	7,0%
Isère	38	15 573	150	1,0%	150	48	32,0%	45,0%
Loire	42	10 150	100	1,0%	60	13	13,0%	18,3%
Rhône	69	28 312	300	1,1%	300	77	25,7%	36,1%
Savoie	73	3 564	140	3,9%	140	22	15,7%	22,1%
Haute Savoie	74	5 487	82	1,5%	76	21	25,6%	36,0%
RHONE ALPES		80 492	992	1,2%	916	205	20,7%	29,0%
FRANCE METROPOLE		1 151 535	12 295	1,1%	11 818	3 441	28,0%	39,3%